

# En Grèce, l'austérité fatale aux partis historiques

Les législatives du 6 mai ne permettent pas au Parti socialiste et au parti de droite au pouvoir de former une majorité

Athènes  
Correspondant

C'est comme si une bombe avait explosé dans les urnes grecques. Aucune majorité ne semble en mesure de pouvoir gouverner la Grèce en crise au lendemain des élections législatives du 6 mai, qui traduisent un rejet des politiques d'austérité et des deux partis qui gouvernent ensemble depuis décembre 2011, le Pasok (Parti socialiste) et Nouvelle Démocratie (droite). Ils réunissent à eux deux moins de 33% des suffrages (contre plus de 77% en 2009) et 149 députés (sur 300).

**La volonté de punir les deux partis était forte, dimanche, dans un bureau de vote de la banlieue d'Athènes**

Autres leçons historiques du scrutin. La gauche radicale du Syriza dépasse les socialistes du Pasok et une vingtaine de députés issus d'un groupuscule d'extrême droite à tendance néonazie entrent au Parlement.

Arrivé en tête du scrutin, le président de Nouvelle Démocratie (ND), Antonis Samaras, a annoncé dimanche son intention de former un « gouvernement de salut national poursuivant deux objectifs : maintenir la Grèce au sein de la zone euro et peaufiner la politique de renflouement afin de créer de la croissance et de soulager la société grecque ». La victoire d'Antonis Samaras est une défaite. Il ne franchit même pas la barre des 19% des suffrages (contre 33,5% en 2009). Son virage à 180 degrés à l'égard du Mémorandum est sanctionné par ses électeurs. Après avoir attaqué la politique mise en place par le gouvernement de



Le chef du parti d'extrême droite Aube dorée, Nikolaos Michaloliakos, avant une conférence de presse à Athènes le 6 mai. LOUISA GOULIAMAKI/AFP

Georges Papandréou et la « troïka » (Fonds monétaire international, Commission européenne, Banque centrale européenne), il a accepté un deuxième mémorandum en février prévoyant de nouvelles mesures d'austérité.

En tant que premier parti, Nouvelle Démocratie bénéficie d'une prime de 50 députés supplémentaires, censée stabiliser le résultat du scrutin proportionnel. La ND ne devrait avoir que 108 députés à la Chambre. Le résultat est faible pour un parti qui a tant poussé à l'organisation d'élections, dans l'objectif d'obtenir « un mandat fort ».

Il y a moins d'une semaine les conseillers de M. Samaras tablaient sur un score de 30%.

Grecs indépendants, le parti dissident de Panos Kammenos – exclu de la ND en février, car il avait voté contre le deuxième mémorandum – capte 10,5% des suffrages, en s'opposant aux plans de sauvetage européens et en développant des thèmes très nationalistes.

Pour former un gouvernement, M. Samaras devra se tourner vers son pire ennemi, le Pasok, avec lequel il gouverne depuis novembre, sous l'autorité du premier ministre, Lucas Papademos, et

qu'il n'a cessé d'attaquer pendant la campagne. Le président du Pasok, Evángelos Venizélos, a lui aussi appelé de ses vœux un « gouvernement d'union nationale proeuropéenne ». Mais à eux deux, ils n'obtiennent pas la majorité. Ils ne peuvent pas compter sur les petits partis favorables au Mémorandum, comme ceux de l'ancienne ministre des affaires étrangères, Dora Bakoyannis, ou l'ancien ministre des finances, Stéphanos Manos, qui ne seront pas représentés au Parlement.

M. Venizélos n'a pas pu éviter une défaite historique au Pasok.

C'est le retour à la case départ. Le parti fondé par Andréas Papandréou qui a dominé la vie politique grecque depuis la fin de la dictature retrouve son score de 1974 (13%), lors de sa première élection. Evángelos Venizélos a appelé à une « renaissance » du parti. « Que le dieu de la Grèce nous aide ! », a plaidé l'ancien ministre des finances.

La volonté de punir les deux partis était forte, dimanche, dans un bureau de vote d'Aghia Paraskevi, dans la banlieue d'Athènes. Dimitris, 36 ans, ancien électeur de la ND, a voté, cette fois-ci, « pour un parti de gauche, contre le Mémoran-

**L'extrême droite double son score**

L'extrême droite double son score de 2009, quand le Laos avait fait son entrée au Parlement avec 5,6% des voix et 15 députés. Ce parti n'a pas franchi le seuil des 3%, dimanche. Les électeurs lui ont préféré une version plus radicale et accordé 7% des voix (21 députés) à Aube dorée, un ancien groupuscule néonazi et nostalgique de la junte des colonels. « L'heure de la peur a sonné pour les traitres à la patrie », a tonné le chef de ce parti, Nikos Michaloliakos en dénonçant les « usuriers mondiaux » et l'« esclavage » imposé, selon lui, au pays par l'Union européenne et le Fonds monétaire international.

dum ». Vassiliki, une étudiante de 20 ans, ne veut pas « voter pour ces deux partis qui nous ont mis dans cet état ». Elle a hésité entre le Syriza et les Grecs indépendants – pourtant à l'opposé sur l'échiquier politique – pour finalement choisir le second, à cause de sa politique de l'immigration. Vanna Triadi est une militante. Elle a voté pour « son » parti, Nouvelle Démocratie, mais sans grande illusion : « Les grands partis vont baisser. Les gens sont vraiment en colère. »

« Ce vote rejette le bipartisme », explique le politologue Georges Sefertzis. « Aucun des partis ne pourra former un gouvernement. C'est une impasse. » Ni le Syriza ni le Pasok ne semblent en mesure d'obtenir une coalition majoritaire, en cas d'échec de M. Samaras. « Après les tentatives des trois premiers partis, il sera possible de faire appel à une personnalité extérieure qui pourra peut-être dégager une majorité », tempère M. Sefertzis. Pas de quoi rassurer ni l'Union européenne ni le FMI. ■

ALAIN SALLES

## Une majorité introuvable

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES  
en nombre de sièges



en pourcentage de votants



SOURCE : EKATHIMERINI.COM

## Syriza, coalition de la gauche radicale, devance le Pasok

Athènes  
Correspondance

La surprise est venue d'extrême gauche. Dotée de 4,6% des voix en 2009, la coalition de la gauche radicale (Syriza) est devenue le parti numéro deux du pays. Le parti grec, avec 16,75% des voix, trois points derrière Nouvelle Démocratie (ND, droite) et surtout devant le Pasok, qui domine le paysage de la gauche depuis 1981.

Si Antonis Samaras, chef de ND, arrivée en tête, ne parvient pas à former un gouvernement, le président de la République devra donc demander à Alexis Tsipras, dirigeant du Syriza, de faire la même

tentative. « Notre programme est un gouvernement de gauche qui annule le mémorandum. Nous ferons tout pour que le pays ait un gouvernement qui dénonce l'accord de prêt », a expliqué M. Tsipras, qui s'est félicité de ce « message de révolution pacifique ». Très hostile aux mémorandums signés avec la « troïka », qui imposent de sévères mesures d'austérité, M. Tsipras est favorable au maintien de la Grèce dans la zone euro.

Le Syriza a construit son succès en s'adressant aux jeunes. « Il a mené une campagne cohérente et claire qui a séduit d'anciens électeurs déçus du Pasok et les jeunes. Il arrive en tête dans de nombreuses

zones urbaines », explique l'analyste politique Georges Sefertzis.

Le parti doit son succès au style de son leader, un ingénieur de 37 ans qui tranche dans une classe politique en mal de renouvellement. Si son allure rappelle, en France, celle de l'ancien porte-parole du NPA Olivier Besancenot, sa stratégie est plus proche du Front de gauche de Jean-Luc Mélenchon.

Le Syriza regroupe différents petits partis de gauche et d'anciens communistes, comme M. Tsipras lui-même. Il a également fait plusieurs tentatives pour rassembler les partis de gauche hostiles au mémorandum, mais s'est heurté aux refus du Parti communiste

grec (KKE) et de la Gauche démocratique, un parti dissident du Syriza. Le KKE (8,4%) n'améliore que d'un point son score de 2009, tandis que la Gauche démocratique (6%) est loin du score que lui prédisaient les sondages.

Alexis Tsipras a su s'entourer d'intellectuels et de grandes figures comme Manolis Glezos, le héros grec qui décrocha le drapeau nazi de l'Acropole en 1941. Triste ironie du sort, l'infatigable militant de 89 ans reviendra au Parlement comme député du Syriza, au moment où un parti néonazi, Aube dorée, y fait son entrée, avec près de 7% des suffrages. ■

A. S.

## Boris Tadic sort renforcé du premier tour de la présidentielle serbe

Le chef de file du camp proeuropéen, au pouvoir depuis 2004, aura néanmoins fort à faire pour constituer une majorité de gouvernement

Belgrade  
Envoyé spécial

Comme en 2004 et en 2008, les deux meilleurs ennemis de la politique serbe, le proeuropéen Boris Tadic et son rival Tomislav Nikolic, s'affronteront, dimanche 20 mai, lors du second tour de l'élection présidentielle.

Lundi 7 mai au matin, il était encore impossible de savoir qui, du président sortant ou de l'ancien ultranationaliste, bénéficierait de l'avantage symbolique d'être déclaré vainqueur du premier tour, organisé dimanche 6 mai. Les deux candidats obtiennent environ 25% des voix chacun, mais les estimations des différents instituts divergent sur leur ordre d'arrivée.

Malgré ce suspense, qui ne devrait avoir que peu d'influence sur le résultat final, la dynamique est incontestablement en faveur du président sortant. Boris Tadic, au pouvoir depuis 2004, était annoncé loin derrière son rival par les sondages : sa remontée lui offre l'espoir de décrocher un troisième mandat. « Je suis convaincu de remporter le second tour. Nous allons conduire rapidement la Serbie vers l'intégration européenne », a-t-il déclaré dimanche soir, dans un dernier rappel de ce qui fut le thème central de sa campagne.

Son rival, M. Nikolic, semble en passe de perdre son pari. Chef historique du camp ultranationaliste, le « fossoyeur » (surnom qu'il doit à ses anciennes fonctions de

directeur de cimetières) a récemment abandonné toute rhétorique nationaliste, préférant miser sur l'exaspération de la population face à la montée du chômage.

### Combinaisons inattendues

D'ici au second tour du 20 mai, c'est surtout la formation d'une coalition gouvernementale qui va occuper les équipes de campagne. Car le résultat des élections législatives, qui se tenaient également dimanche, au scrutin proportionnel, fait apparaître un émiettement propice aux combinaisons les plus inattendues.

Ni le Parti progressiste de M. Nikolic (25%), ni le Parti démocrate de M. Tadic (24%) ne sont en mesure de gouverner seuls. Avec

15% des voix, le Parti socialiste d'Ivica Dacic se retrouve en situation d'arbitre. Ministre de l'intérieur dans le gouvernement sortant, M. Dacic semble plus enclin à reconduire son alliance avec le camp Tadic, mais le recentrage de Tomislav Nikolic laisse ouverte l'hypothèse d'un renversement d'alliance. Dimanche soir, l'ancien porte-parole de Slobodan Milosevic ne cachait pas ses ambitions : « Nous ne savons pas qui sera le président de la République serbe, mais nous savons qui en sera son premier ministre. »

Les choses sont plus claires en ce qui concerne la formation de l'ancien premier ministre Vojislav Kostunica (DSS, 7,2%), qui devrait faire équipe avec le camp de

M. Nikolic. Mais cet attelage improbable suscite de fortes interrogations, M. Kostunica étant farouchement opposé à l'adhésion à l'Union européenne (UE). De son côté, le Parti libéral-démocrate de Cedomir Jovanovic (LDP, 6,5%), formation proeuropéenne et seule à accepter l'indépendance du Kosovo, devrait rallier M. Tadic.

Le camp ultranationaliste, lui, apparaît en perdition. Le Parti radical, emmené par l'épouse de Vojislav Seselj, qui attend son procès pour crimes contre l'humanité à La Haye, dépasse tout juste les 5% nécessaires pour entrer au Parlement (5,2%). Quant à Dveri, nouvelle formation d'extrême droite soutenue par une partie du clergé, elle reste à quai (3,8%).

Dès lundi, d'après négociations vont s'engager. « Les grandes orientations seront évidemment au cœur des discussions », explique Zarko Korac, vice-premier ministre au début des années 2000, mais les négociations vont aussi porter sur la répartition des postes, y compris les plus insignifiants. Ces marchandages risquent de discréditer encore un peu plus un personnel politique largement déconsidéré.

Le vote des Serbes du Kosovo, qui avait fait l'objet d'une vive controverse entre Pristina et Belgrade, s'est déroulé sans accroc, sous l'égide de l'OSCE. Les 109 000 inscrits étaient appelés à se prononcer lors des deux scrutins nationaux, mais pas pour le scrutin local. ■

BENOÎT VITKIN